

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARKEMA Lacq

Etablissement de Lacq
BP n 13
64170 Lacq

Références : -

Code AIOT : 0005205103

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement ARKEMA Lacq implanté Pôle Economique - 1, RN 117 BP n°13 64170 Lacq. L'inspection a été annoncée le 10/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'examen de la notice de réexamen de l'unité TPS. L'inspection a principalement porté sur le sujet du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA Lacq
- Pôle Economique - 1, RN 117 BP n°13 64170 Lacq
- Code AIOT : 0005205103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site d'Arkema sur la plate-forme de Lacq est dédié à la fabrication de produits chimiques organiques soufrés pour diverses applications.

L'établissement est autorisé par l'arrêté préfectoral du 12 octobre 1999 et réglementé à travers plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires. Le site est classé IED et Seveso Seuil haut, et a fait l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) approuvé le 06 mai 2014.

Thèmes de l'inspection :

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
8	Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Transmission d'une notice de réexamen	Code de l'environnement du 24/09/2020, article Article R.515-98, paragraphe II	Sans objet
2	Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
3	Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Sans objet
4	Dossier des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection n'a pas de remarque concernant la notice de réexamen de l'unité TPS.

Concernant le sujet PM2I:

-Des lacunes ont été observées dans le suivi PM2I de la cuvette de rétention TE 9601:

*Sous 2 mois, il est demandé à l'exploitant de réaliser les travaux nécessaires pour ramener l'ouvrage à une classe 1.

*De manière plus globale sur les cuvettes de rétention, il lui est demandé respecter ses périodicités de contrôle et d'améliorer son suivi des ouvrages.

-Des ajustements doivent être réalisés dans l'outil de suivi des échéances de contrôles des réservoirs PM2I (SAP).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Transmission d'une notice de réexamen

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article Article R.515-98, paragraphe II
Thème(s) : Risques accidentels, Étude de dangers
Prescription contrôlée : L'étude de dangers (EDD) fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les 5 ans et d'une révision, si nécessaire.
Constats : L'exploitant a remis le 25 juillet 2025, son dossier de réexamen quinquennal de l'étude de dangers de l'unité de fabrication TPS de Lacq en application des articles L. 515-39 et R. 515-98 du Code de l'environnement et de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°5103/2021/16 du 30 juin 2021 qui fixait pour échéance le mois de juillet 2025. Ce dossier conclu sur la non nécessité de réviser ni de mettre à jour son étude de dangers. L'instruction de la notice de réexamen par l'Inspection n'a pas donné lieu à une demande de complément. Aussi, les observations faites dans le présent rapport ne remettent pas en cause cet examen. L'inspection des installations classées propose de donner acte au ré-examen de l'étude de dangers de l'unité de fabrication TPS de l'établissement Arkema de Lacq et de fixer la nouvelle échéance pour le prochain ré-examen au 25 juillet 2030 (5 ans après la date de remise de la notice

de réexamen) sous réserve d'absence d'évènement (modifications substantielles notamment) nécessitant une révision de l'étude de dangers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.
Constats : Le site d'ARKEMA Lacq est soumis à l'AM du 4/10/2010. Par email du 14/11/2025, l'exploitant a transmis la liste des équipements de l'unité TPS soumis au PM2I. Après échange avec l'Inspection, cette liste a été complétée le 03/12/2025 pour y faire figurer les cuvettes de rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Recensement des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée : - supérieure à 10 m ³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou - supérieure à 100 m ³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou - supérieure à 100 m ³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.
Sont exclus du champ d'application de cet article : - les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et - les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.
Constats :

<p>L'Inspection a demandé le recensement PM2I sur le périmètre de l'unité TPS (et pas pour le site entier).</p> <p>Le recensement transmis par l'exploitant fait apparaître que 4 réservoirs aériens cylindriques sont soumis au PM2I au titre de l'AM du 4/10/2010:</p> <ul style="list-style-type: none"> -bac T9512A -12 m3 - H317/H400/H410; -bac T9512B - 12 m3 - H317/H400/H410; -bac T9558A - 45 m3 - H317/H400/H410; -bac T9558B - 51.9 m3 - H317/H400/H410.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Dossier des réservoirs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne possède pas de dossier spécifique "état initial" pour ses réservoirs soumis au PM2I. Toutefois, il indique que les informations nécessaires pour la réalisation de cet état initial sont reprises dans leur logiciel SAP ou disponibles sur le réseau.</p> <p>Nous avons demandé à ouvrir le logiciel SAP et à consulter des informations, par sondage. Concernant le bac T9558B, il a pu être constaté que des actes de maintenance et réparations y figuraient, les inspections réalisées sur le bac sont également répertoriées.</p> <p>Aussi, les éléments transmis dans le cadre de la préparation de l'inspection donnent les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> -bac T9512A - année fabrication: 1991- Acier Inox - Code de construction : CODRES - Calorifuge + Traçage -bac T9512B - année fabrication: 1991 - Acier Inox - Code de construction : CODRES - Calorifuge + Traçage -bac T9558A - année fabrication: 1991 - Acier Inox - Code de construction : CODRES - Calorifuge + Traçage -bac T9558B - année fabrication: 1974 - Acier Inox - Code de construction : SNCT-1969 - Calorifuge + Traçage. <p>Le guide utilisé est le DT84-D03.</p> <p>La mise en œuvre d'une méthodologie RBI est une démarche volontaire. Elle permet d'adapter les</p>

modalités de l'inspection (fréquence, nature et étendue des contrôles) en fonction des risques identifiés (probabilité de défaillance, conséquence des défaillances). En l'absence de mise en œuvre d'une telle méthodologie, les périodicités des inspections hors exploitation sont définies de manière forfaitaire. Bien que le guide utilisé permet de faire du "RBI", l'inspection constate que les fréquences d'inspections, indiquées dans le tableau transmis par l'exploitant en amont de l'inspection, pour les 4 bacs PM2I de l'unité TPS, correspondent à des fréquences "classiques/forfaitaires" :

- visite de routine : tous les 12 mois;
- inspection externe détaillée : tous les 60 mois;
- inspection hors exploitation : tous les 120 mois.

Après questionnement de l'Inspection, l'exploitant a répondu que certains réservoirs PM2I du site peuvent avoir des fréquences de contrôles plus étalées. Il s'agit des bacs suivants (qui ne sont pas situés dans l'unité TPS):

- BAC ACDM 19-97;
- BAC A TOIT FIXE T8726;
- BAC A TOIT FIXE T8719;
- BAC A TOIT FIXE T8720;
- BAC A TOIT FIXE T8721.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – plan d'inspection

Prescription contrôlée :

L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.

Ces guides définissent :

- les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ;
- les règles de réalisation de l'état initial ;
- les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle ;
- le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision.

Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :

- l'état initial de l'équipement ;
- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;
- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;

- les interventions éventuellement menées.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées. Ce dossier peut constituer le dossier mentionné au 3 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du code de l'environnement. Lorsque les documents mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions.

Constats :

L'Inspection s'est focalisée sur le réservoir T9558B avec notamment la demande de transmission des documents suivants:

- Compte rendu de la dernière visite de routine;
- Compte rendu de la dernière visite quinquennale;
- Extrait note Revue d'identification des modes de dégradation- - Atelier (di)TertioPolySulfures (TPS) référence TN-2025-0069.

L'examen (par sondage) des documents font l'objet des remarques suivantes:

1) Modes de dégradation

Concernant les modes de dégradation attendus sur le réservoir T9558B, l'exploitant a transmis un extrait de la note "Revue d'identification des modes de dégradation - Atelier (di)TertioPolySulfures (TPS) référence TN-2025-0069".

Ce document indique qu'aucun mode de dégradation est attendu : ni en interne, ni en externe.

Le réservoir étant calorifugé à 100% (y compris le toit), l'Inspection s'est interrogée sur le mode de dégradation suivant "corrosion sous calorifugeage d'un réservoir inox" ayant pour effets des piqures/fissures.

L'Inspection a également fait part d'un retour d'expérience sur un autre site avec présence de corrosion au niveau d'un piquage sur un réservoir similaire (réservoir inox calorifugé).

Bien que le DT94 ne soit pas le guide de référence pour l'exploitant, on peut mentionner :

- page 12/92 : "la température du produit stocké peut accroître la vitesse de la corrosion sous calorifuge;

- page 18/92 : "dans le cas des produits stockés chauds, le calorifugeage externe du toit permet de réduire le risque de condensation d'eau mais augmente le risque de corrosion sous calorifuge";

- page 77/92 (annexe 6 - spécificités des réservoirs en acier inoxydable) : "corrosion sous contrainte - calorifuge contenant des chlorures".

De plus, dans l'extrait de la note "Revue d'identification des modes de dégradation", il est indiqué que le calorifuge du bac T9558B est "non conforme ASTM C795", ce qui signifie qu'il contient probablement des chlorures.

Le réservoir T9558B a une température maximale admissible de 50°C et le traçage électrique est paramétré de manière à maintenir le bac à une température de 40°C. L'exploitant explique qu'en général, la corrosion sous calorifuge est retenue pour des températures plus élevées.

--> L'exploitant vérifie l'absence de ce mode de dégradation et confirme qu'aucun mode de dégradation (interne ou externe) n'est attendu pour le réservoir T9558B.

2) Visite de routine

- Réalisée le 06/11/2025;
- L'exploitant précise que : *"L'utilisation d'une check-list pour la réalisation d'une visite de routine est une proposition donnée par l'annexe 4 du guide DT94. En tant que SIR, les inspecteurs sont compétents et formés au respect des procédures et aux méthodes d'inspection du site. Pour le cas des réservoirs de stockage, il se doit de respecter le Mode Opérateur INS/MO/027 « inspection des réservoirs de stockage ». [Le] rapport de contrôle ne liste pas individuellement chaque opération effectuée, mais par la rédaction et la signature de son rapport l'inspecteur s'engage à avoir réalisé les opérations demandées dans le mode opératoire cité ci-dessus".*

3) Visite externe détaillée

- Réalisée le 07/05/2020;
- La prochaine Inspection Externe Détaillée (IED) est censée être en 2025 mais le tableau envoyé en amont de l'inspection indique qu'elle est fixée en 2027. L'exploitant explique qu'il a profité du grand arrêt de 2022 pour faire l'Inspection Hors exploitation Détaillée (IHED) ce qui amène effectivement à faire la prochaine IED en 2027.

Pour respecter ces périodicités de contrôles, l'exploitant utilise le logiciel SAP. Les inspecteurs ont demandé à consulter le logiciel pour voir la programmation des prochaines échéances. Il s'avère que la prochaine inspection quinquennale IED est fixée à 2025 et non à 2027 dans le logiciel.

--> Il existe des incohérences dans la programmation des inspections PM2I suivant l'outil consulté. Si on se réfère au logiciel SAP, on peut constater que celui-ci n'a pas été mis à jour suite à la décennale de 2022 pour recalculer la prochaine inspection quinquennale. L'exploitant doit sécuriser ses outils de suivi.

-Le mode opératoire INS/MO/027 précise la nature des contrôles réalisés lors des inspections quinquennales (IED):

- *une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires connexes,
- *une inspection visuelle de l'assise,
- *une inspection des soudures, un soin particulier est apporté à la soudure de jonction robe/fond,
- *une vérification de la mise à la terre,
- *une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements,
- *l'inspection des ancrages et de sa fondation, si le réservoir en est pourvu,
- *des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.

-L'exploitant précise qu'il s'agit uniquement de contrôles visuels: *"des mesures d'épaisseur n'ont pas lieu d'être réalisées car aucun phénomène de corrosion généralisé n'est attendu".*

-Suite au questionnement de l'Inspection, l'exploitant a répondu que les moyens d'accès sont vérifiés, bien que cela ne soit pas précisé dans le mode opératoire. Par ailleurs, il convient de noter que contrairement au DT94, le DT84 n'impose rien concernant la vérification des moyens d'accès.

--> L'exploitant complète son mode opératoire en ajoutant le contrôle des moyens d'accès au réservoir.

Sur le rapport d'inspection quinquennale du 7/05/2020, il est indiqué : "zone à mettre à

disposition avec dépose d'isolant".

Les échanges menés lors de l'inspection montrent que:

- le calorifuge n'est pas déposé à 100% mais seulement en partie basse ;
- que la dépose est toujours faite sur la même zone d'une inspection à l'autre.

L'Inspection rappelle que la dépose du calorifuge pour contrôles doit être optimisée dans les zones potentielles de corrosion / au niveau des points sensibles : traversées des tubulures, supports d'échelles, pieds de réservoirs, piquages, traçages, etc...).

→ L'exploitant s'assure qu'il dispose d'un listing exhaustif des points sensibles du bac T9558B. Il confirme que ces derniers font tous l'objet d'un décalorifugeage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 1 mois:

-L'exploitant dispose d'un outil de suivi robuste lui permettant de respecter les échéances de contrôles des réservoirs PM2I, fixées par son programme d'inspections. S'il dispose de plusieurs outils, il les met en cohérence.

La demande est également valable pour les autres équipements PM2I.

Sous 3 mois:

-L'exploitant vérifie que le mode de dégradation "corrosion sous calorifuge" n'est pas attendu pour le réservoir T9558B et confirme, le cas échéant, l'absence de mode de dégradation (interne ou externe).

-L'exploitant s'assure qu'il dispose d'un listing exhaustif des points sensibles du bac T9558B et confirme que ces derniers font tous l'objet d'un décalorifugeage pour contrôle lors des inspections.

- L'exploitant complète le mode opératoire (Réf INS/MO/027) "inspection des réservoirs de stockage" en ajoutant le contrôle des moyens d'accès aux réservoirs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340,

<p>H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou</p> <p>4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</p> <p>5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,</p> <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et - les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et - les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)
<p>Constats :</p> <p>Dans le recensement fourni par l'exploitant, deux tuyauteries sont soumises au PM2I sur l'unité TPS:</p> <ul style="list-style-type: none"> - TUY L87172 - SG TPS44 A GENERAL HALL/RR -TUY L87173 DE GENERAL SG TPS 44 A HALL <p>Elles ont toutes les deux un DN80 et véhiculent une substance à laquelle sont attribuées les phrases de risques H317/H400/H410.</p> <p>L'exploitant utilise le guide DT84-D03 pour le suivi PM2I ; il a défini une périodicité de contrôle de 144 mois pour les 2 tuyauteries de l'unité TPS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et

<ul style="list-style-type: none"> - les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et - les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)
<p>Constats :</p> <p>-Comme évoqué précédemment, par email du 14/11/2025, l'exploitant a transmis la liste des équipements de l'unité TPS soumis au PM2I. Après échange avec l'Inspection, cette liste a été complétée le 03/12/2025 pour y faire figurer les cuvettes de rétention.</p> <p>-Deux cuvettes de rétention sont soumises au PM2I sur l'unité TPS: *Cuvette de rétention bacs T9558 A et B = T9601 *Cuvette de rétention bacs T9512 A et B = TE9659B --> Il appartient à l'exploitant d'être exhaustif dans son recensement. Lors de l'inspection, l'exploitant a expliqué qu'il connaît les équipements suivis au titre du PM2I mais qu'il n'existe pas de document "recensement" en tant que tel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 3 mois: L'exploitant formalise dans un document autoportant le recensement des équipements de son site suivis au titre du PM2I.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Cuvette</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant applique le guide DT92 pour le suivi des cuvettes de rétention. Il a défini une fréquence de contrôle de 12 mois pour les deux cuvettes PM2I de l'unité TPS.</p> <p>L'Inspection s'est focalisée sur la cuvette de rétention associée au bac de stockage T9558B (cuvette TE 9601) et a demandé les trois derniers rapports de contrôle de cette cuvette.</p>

--> Les rapports font apparaître des dépassements d'échéances, puisque les trois derniers contrôles ont été réalisés aux dates suivantes : 6/03/2023 - 01/07/2024 - 9/07/2025.

L'exploitant explique ces dépassements d'échéances par des problèmes de disponibilités des prestataires réalisant les visites. ARKEMA souhaiterait, à terme, effectuer les contrôles en interne, par une personne du service SIR.

Les rapports (2023-2025) font tous les trois mention d'une classe 3 pour l'état de l'ouvrage (La classe 3 correspond aux ouvrages dont la structure est dégradée et qui nécessitent des travaux de réparation) et montrent que d'une année sur l'autre les désordres constatés ne sont traités qu'en partie. Il est même mentionné dans le rapport de 2025 que "aucun travaux n'a été réalisé" depuis la visite précédente.

Le jour de l'inspection, nous avons demandé à consulter les rapports antérieurs pour connaître la classe de l'ouvrage. Ces derniers indiquaient :

- o 2022 : Classe 3;
- o 2021 : classe 3P;
- o 2020 : classe 3P;
- o 2019 : classe 3.

(NB: la sous-classe 3P (« Prioritaire ») correspond aux ouvrages de classe 3 pour lesquels les travaux de réparation doivent être menés à une échéance prioritaire, parce que les désordres constatés sont de nature à compromettre l'intégrité, la capacité portante de l'ouvrage, ou la capacité de rétention de la cuvette).

--> **Non-conformité** : les défauts identifiés sur la cuvette TE 9601 n'ont pas été résorbés dans les temps, conformément au DT92 (pour information, plusieurs extraits sont repris ci-dessous en italique) --> A ce jour, la cuvette ne devrait plus être classée 3. Les rapports pratiquement identiques d'une année à l'autre, mettent en exergue un manque d'action de la part de l'exploitant.

Extraits du DT92:

-page 6/36 : le classement des ouvrages va permettre d'une part, d'organiser, le cas échéant, les travaux d'entretien ou de réparation nécessaires, et d'autre part, d'adapter la surveillance en fonction des risques.

-page 9/36 : l'établissement du programme de surveillance consiste, si l'ouvrage est classé 2, 3, ou 3P, en la détermination :

o de la date prévue pour le retour des investigations complémentaires, ou bien, si les investigations complémentaires ne sont pas nécessaires, de la date de fin de mise en œuvre des opérations correctives ;

o de la date de la prochaine visite de surveillance.

-page 15/36 : s'il existe au moins un désordre de niveau D3 sur l'un des éléments de l'ouvrage, alors l'ouvrage est considéré de classe 3.

-page 10/36 : désordre de niveau D3 est un désordre qui témoigne d'un risque structurel sur l'ouvrage ou d'un défaut de capacité de confinement de la cuvette. Dans ce cas, des travaux de réparations doivent être programmés.

-page 11/36 : la classe 3 correspond aux ouvrages dont la structure est dégradée et qui nécessitent des travaux de réparation [...] seuls les ouvrages présentant des défauts structurels ou pour lesquels les capacités de confinement sont en cause sont justifiables d'un classement 3 ou 3P.

-page 16/36 : En fonction du diagnostic et/ou des investigations complémentaires, un Plan d'action est bâti. Il s'agit [...] pour les ouvrages classés 2, 3, ou 3P, de définir en fonction du diagnostic la

solution la plus adaptée afin de remédier au problème constaté, d'en évaluer le coût, et de la planifier. La solution choisie est appelée « opération corrective ».

-Page 18/36 (paragraphe 7.8.4) : les opérations correctives doivent être mises en œuvre :

o dans un délai approprié aux désordres constatés,

o au plus tard 3 ans après la date de validation de la fiche de surveillance,

o lors de la mise hors d'exploitation du réservoir (programmée ou non) ou des installations qui y sont connectées (unités/ateliers en amont ou en aval du réservoir) si elle intervient dans les 3 ans qui suivent la date de validation de la fiche de surveillance, pour les opérations correctives nécessitant l'arrêt du réservoir.

L'Inspection s'est aussi interrogée sur l'analyse des fiches de surveillance (rédigées par un bureau d'études externe) par ARKEMA. En effet, l'analyse des fiches de surveillance permettent de lancer, le cas échéant des interventions sur l'ouvrage. L'exploitant explique que les fiches de surveillance arrivent au Service d'Inspection Reconnu (SIR) et qu'elles sont ensuite transmises au service maintenance pour décision des travaux à engager. En fonction du budget et des priorités, les opérations correctives nécessaires ne sont pas forcément réalisées.

--> L'Inspection a rappelé que le DT92 est un guide opposable, que son non-respect est une non-conformité à la réglementation et peut faire l'objet de sanction.

L'exploitant a indiqué avoir bien identifié que la cuvette TE 9601 nécessite des réparations et que des travaux de remise en état sont actuellement en cours.

L'Inspection a souhaité voir le plan d'action bâti par l'exploitant concernant la cuvette TE 9601. Ce dernier a indiqué qu'un "avis de remise en réparation" avait été créé sous le logiciel SAP avec une fiche de travaux annexée. Il a ajouté que seuls les défauts D3 seront traités et seulement ceux identifiés avant la visite de 2025.

--> L'Inspection ne partage pas ce positionnement. En effet, l'ensemble des opérations correctives doivent être traitées dans le plan d'actions (pas seulement les défauts D3). Et, elles doivent être planifiées selon le paragraphe 7.8.4 du DT92. En conséquence, l'exploitant doit considérer l'ensemble des défauts identifiés dans les rapports (2025 et avant s'ils n'ont pas tous été re-identifiés). Et, à l'issue des travaux, actuellement (et hors délais), aucun désordre de niveau supérieur à D1 ne doit apparaître.

--> Il appartient à l'exploitant de traiter l'ensemble des défauts identifiés dans la cuvette de rétention TE 9601.

--> De manière plus globale, l'exploitant doit disposer d'un plan d'actions formalisé permettant d'identifier pour chacun des défauts les opérations correctives qui seront mises en œuvre avec un planning précis d'intervention et de résorption des écarts.

Autres remarques:

1) Rapport du 10/07/2025:

o il convient d'ajouter des précisions concernant les ouvertures et longueurs des fissures car ces informations peuvent faire évoluer le niveau du défaut (exemples: 1.03, 3.03, 3.05, 4.04, etc...);

o le rapport fait mention de plusieurs boulons d'ancrages concernés au 1.12 --> le défaut pourrait

être D3 et non D2;

o 4.13 (P13) -> il semble y avoir de la végétation qui engendrerait un classement D3

o Le suivi réalisé d'une inspection sur l'autre n'est pas précisé : par exemples le 1.02 (D1) et 1.03 (niveau D3) du rapport 2024 ne sont pas repris en 2025

2) Le DT92 (page 9/70) définit des niveaux d'intervention sur les ouvrages (entretien courant, entretien spécialisé). ARKEMA n'a pas réalisé ce travail.

-->L'exploitant définit, dans ses procédures, les travaux qui peuvent être réalisés dans le cadre de la maintenance courante et les travaux qui doivent faire l'objet d'un entretien spécialisé.

3) Incohérence à corriger : le dossier de surveillance indique que l'ouvrage est de catégorie II alors que les rapports d'inspection indiquent que l'ouvrage est de catégorie I

4) L'inspection a constaté que des travaux sont en cours au niveau de la cuvette TE 9601. L'exploitant a indiqué que ces travaux seraient bientôt terminés. L'inspection a constaté que ces travaux ne concernent que les défauts D3 du rapport 2024.

5) A l'extrémité Sud du côté Est de la cuvette TE 9601, l'inspection a constaté que des déchets de travaux de la cuvette avaient été laissés sur place, sur le sol gravillonné.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 1 mois:

-L'exploitant veille à réaliser les visites de surveillance de la cuvette TE 9601 selon une périodicité de 12 mois. Il s'assure également que pour les autres cuvettes PM2I du site les périodicités sont respectées.

- Les déchets de travaux de la cuvette sont retirés.

Sous 2 mois:

-Dans le cadre des travaux actuellement en cours, l'exploitant met en œuvre les opérations correctives permettant de traiter l'ensemble des défauts identifiés sur la cuvette de rétention TE 9601.

-Suite aux travaux réalisés, l'exploitant transmet à l'Inspection la fiche de surveillance actualisée avec la nouvelle classe d'ouvrage de la cuvette TE 9601.

Sous 3 mois:

L'exploitant prend en compte les remarques 1) , 2) et 3) formulées dans le présent constat.

Sous 6 mois:

L'exploitant tire le retour d'expérience du suivi PM2I de la cuvette TE 9601.

Notamment, il revoit les modalités de suivi de ses ouvrages soumis au PM2I (mise en place d'un programme de surveillance adapté, réalisation des inspections dans les délais impartis, analyse des fiches de surveillance, formalisation des plans d'actions, mises en œuvre des actions correctives dans les délais impartis, etc...) et le cas échéant, la coordination entre les services (SIR,

maintenance, direction).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois